



**11^{ÈME} REUNION DU COMITE DE HAUT NIVEAU
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**



Niamey, le 11 juin 2022

COMMUNIQUE FINAL

A handwritten signature in blue ink, located in the bottom right corner of the page.

La 11^{ème} réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est tenue à Niamey (Niger), le 11 juin 2022, sous la présidence de son Excellence Monsieur Mohamed BAZOUM, Président de la République du Niger, Président du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de l'UEMOA.

Cette réunion vise à définir les orientations adaptées pour promouvoir durablement la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'espace UEMOA.

De manière spécifique, le Comité a, au cours de cette session, examiné et validé le rapport de la réunion des Ministres de l'Agriculture et de l'Elevage préparatoire à la réunion du Comité qui s'est tenue ici même à Niamey, le 10 juin 2022.

Ont pris part à la réunion :

- Monsieur Delwendé Innocent KIBA, Ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso ;**
- Monsieur Alamedji ABBA ISSA, Ministre de l'Agriculture de la République du Niger ;**
- Monsieur Tidjani ABDOUL KADRI, Ministre de l'Elevage de la République du Niger ;**
- Monsieur Moussa BALDE, Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement Rural de la République du Sénégal ;**



- **Monsieur Antoine Lekpa GBEGBENI, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural de la République Togolaise ;**
- **Monsieur Kouakou Assoumany GOUROMENAN, Directeur de Cabinet, Représentant le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire ;**
- **Monsieur Ousmane MBAYE, Secrétaire Général, Représentant le Ministre de l'Elevage et des Productions Animales de la République du Sénégal ;**
- **Madame Ténédja Ramata COULIBALY, Directrice des cultures vivrières et de la sécurité alimentaire, Représentant le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de Côte d'Ivoire**
- **Monsieur Eric ADOSSOU, Chargé de l'Agriculture, Représentant le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la République du Bénin**
- **Monsieur Simão Manuel DA SILVA, Expert, Représentant le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de la Guinée-Bissau ;**

Ont également pris part :

- **Monsieur Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA ;**



- **Monsieur Kako NUBUKPO, Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement de l'UEMOA.**
- **Monsieur Idrissa CHIPKAO, Conseiller Technique, représentant le Ministre Haut-Commissaire à l'Initiative 3 N, Représentant Spécial du Président du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ;**
- **Monsieur Maman Laouane KARIM, Directeur National de la BCEAO pour le Niger, Représentant le Gouverneur de la BCEAO ;**
- **Monsieur Almamy MBENGUE, Directeur du Département Développement Pays, Représentant le Président de la BOAD ;**
- **Monsieur Mahalmoudou HAMADOUN, Directeur Général du Centre Régional Agrhymet, Représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS ;**
- **Monsieur Sibiri Jean ZOUNDI, Directeur Adjoint du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Représentant le Président Honoraire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;**
- **Monsieur Eric GENOT, Représentant Résident de la FAO à Niamey.**

La cérémonie officielle d'ouverture des travaux a été marquée par le mot de bienvenue du Président du Comité.

La réunion a examiné et adopté le rapport de la réunion des Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Elevage, préparatoire à la réunion du Comité de Haut Niveau, tenue à Niamey, au Niger, le 10 juin 2022.



La réunion a noté les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la réunion des Ministres tenue en octobre 2021 et préparatoire à la 10^{ème} réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Les membres ont salué les efforts mobilisés par les différentes parties prenantes pour entamer la mise en œuvre des recommandations, condition essentielle pour promouvoir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans la région.

Examinant les résultats de la campagne agricole 2021-2022 dans l'Union, le Comité a noté avec préoccupation le recul de 13%, par rapport à la campagne passée, de la production céréalière évaluée à 27,4 millions de tonnes. Il a également noté que ce recul est particulièrement marqué dans les Etats sahéliens de l'Union, avec notamment une baisse extrême de 37% au Niger.

Le Comité s'est préoccupé de la dégradation continue de la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région qui expose encore plus de 12,5 millions de personnes à la faim cette année, contre 8 millions de personnes l'année passée. Il note qu'en outre ces personnes en situation de crise alimentaire, environ 27 millions de personnes, soit 23% de la population de l'Union, sont en situation de fragilité et ont besoin également d'une attention particulière afin d'éviter leur basculement dans la catégorie des populations en crise alimentaire. Le Comité a pris note également de la situation nutritionnelle préoccupante dans la région en particulier dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger), illustrée par environ 6 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë en 2022.

La 11^e réunion du Comité fait sienne les multiples déterminants de cette situation alimentaire exceptionnelle, notamment l'insécurité civile

 5

persistante engendrant des déplacements massifs. De même, convient-il de relever la forte hausse des prix des intrants, en particulier des engrais, du fait de la reprise post pandémie de covid-19. Enfin, la flambée actuelle des prix des denrées alimentaires de base résultant de la guerre en Ukraine, exerce une pression insoutenable sur le pouvoir d'achat des ménages.

Concernant l'examen des réponses à la situation alimentaire et nutritionnelle tantôt décrite, le Comité a noté les efforts faits par les Etats dans le cadre de l'élaboration des Plans Nationaux de Réponses (PNR), exercice 2022, dont les budgets cumulés s'évaluent à 578,21 milliards francs CFA. Il se félicite des efforts de mobilisation budgétaire qui s'établit à 53,23% des besoins et surtout provenant de ressources propres des Gouvernements. Il salue également les initiatives de mobilisation internationale, telle la réunion de haut niveau organisée en avril 2022 par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, l'Union Européenne et le Réseau Mondial contre les crises.

Concernant la préparation de la campagne agricole 2022-2023, la 11^e réunion du Comité a noté le niveau moyen de couverture des besoins agronomiques en engrais pour la campagne, qui est de l'ordre de 42,5% et la dynamique imprévisible du marché avec une tendance haussière qui risque de se poursuivre au minimum jusqu'en fin 2022. Cette tendance pourrait engendrer des difficultés d'approvisionnement liées notamment aux mécanismes de financements inadaptés, à la situation politique et sécuritaire de certains pays.

Au regard de tout ce qui précède, la 11^e réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle a formulé les recommandations ci-après :



➤ **Aux Etats membres :**

- **intensifier la mobilisation des financements pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des interventions d'urgence (PNR, plans de contingence et autres), en faveur des populations vulnérables durement affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles ;**
- **établir une cartographie des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'améliorer la cohérence et la coordination ;**
- **mobiliser les financements nécessaires à la collecte des données requises à l'analyse du Cadre Harmonisé ;**
- **mettre en place et/ou dynamiser les mécanismes de veille et d'alerte sur les effets des chocs (conflit en Ukraine, insécurité civile,...) aggravant l'accessibilité aux denrées alimentaires, aux intrants agricoles et au bétail ;**
- **prendre des mesures pour sécuriser l'approvisionnement en engrais pour les cultures vivrières au titre de la campagne agricole 2023-2024, notamment :**
 - ✓ **faciliter l'accès au financement pour les importations d'engrais ;**
 - ✓ **supprimer toutes sortes de taxes sur les engrais là où elles existent ;**
 - ✓ **apurer les arriérés de dettes aux fournisseurs des engrais.**



- **renforcer la mise en œuvre de la réglementation régionale relative aux engrais notamment en renforçant les dispositifs nationaux de contrôle de la qualité des engrais ;**
 - **lever les obstacles à la libre circulation des biens, conformément aux idéaux de l'intégration régionale ;**
 - **impliquer davantage le secteur privé dans la prise en charge des défis liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que l'approvisionnement et la distribution des intrants agricoles ;**
 - **étudier l'opportunité de l'Initiative Food and Agriculture Resilience Mission (FARM), volet « protéines végétales » afin de solliciter un accompagnement en lien avec les priorités nationales ;**
 - **mobiliser l'effort de recherche en vue d'une augmentation durable de la productivité agricole ;**
- **Aux Organes et Institutions de l'Union (Commission de l'UEMOA, BOAD, BCEAO) :**
- **appuyer la mise en œuvre des interventions d'urgence (Plans Nationaux de Réponses, plans de contingence et autres) en faveur des populations vulnérables durement affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles ;**



- **mettre en place un programme régional d'urgence d'assistance alimentaire et de renforcement de la résilience des populations vulnérables dans les Etats membres en vue de juguler l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'espace UEMOA ;**
- **accompagner les Etats et les opérateurs privés dans la gestion des approvisionnements alimentaires et des intrants agricoles, y compris l'installation d'usines de production d'engrais dans la zone UEMOA.**

➤ A l'UEMOA, à la CEDEAO et au CILSS :

- **accélérer le processus d'harmonisation des instruments de réponses (PNR, plans de contingence et autres) et accompagner les Etats dans leur élaboration et leur suivi-évaluation ;**
- **diligenter la mise en place des mécanismes financiers adaptés pour assurer l'approvisionnement en engrais et l'installation d'usines de production dans la région ;**
- **renforcer la capacité opérationnelle de la réserve régionale de sécurité alimentaire de la CEDEAO pour répondre efficacement aux demandes des pays ;**
- **harmoniser les mesures de soutien aux producteurs et aux éleveurs à l'accès aux intrants agricoles, zootechniques et vétérinaires ;**
- **accompagner les Etats intéressés dans l'opérationnalisation de l'initiative FARM et de sa composante sur les protéines**



végétales, notamment dans l'élaboration des plans d'actions nationaux « protéines végétales » alignés sur les priorités nationales.

➤ Aux Organisations Professionnelles Agricoles

- **renforcer la mise en application des bonnes pratiques agricoles particulièrement en matière de gestion de la fertilité des sols ;**
- **contribuer à une meilleure remontée des informations et des connaissances aux décideurs.**

A la fin des travaux, les membres du Comité ont remercié Son Excellence Monsieur Mohamed BAZOUM, Président de la République, Chef de l'Etat du Niger, le Gouvernement et le peuple nigériens pour l'accueil fraternel et la bienveillante attention dont ils ont été l'objet durant leur séjour.

Fait à Niamey, le 11 juin 2022


Le Président du Comité de Haut Niveau